

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 845<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Mardi 20 novembre 1962,  
à 10 h 45

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Pages
<i>Points 33 et 94 de l'ordre du jour:</i>	
Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (suite) . . . . .	317
Programme économique de désarmement (suite) . . . . .	
<i>Point 35 de l'ordre du jour:</i>	
Développement économique des pays sous-développés (suite):	
c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (suite)	
Examen du projet de résolution commun (fin)	319
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)	
Examen du projet de résolution de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite). . .	319

*Président:* M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

**POINTS 33 ET 94 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (A/5199; A/5203, chap. II; A/C.2/L.647 et Add.1; E/3593/Rev.1, E/3593/Add.1 à 5) [suite]**

**Programme économique de désarmement (A/C.2/L.646) [suite]**

1. M. RAJAONARIVONY (Madagascar) fait observer que de nombreuses délégations ont déjà exposé comment les vastes ressources qui se trouveraient libérées par le désarmement pourraient servir à améliorer la situation économique et sociale des pays en voie de développement. Il n'est donc guère surprenant que le projet de résolution des huit puissances (A/C.2/L.647 et Add.1) exprime sa satisfaction de l'étude du Groupe consultatif d'experts (E/3593/Rev.1) et fasse sienne la conclusion à laquelle les experts ont abouti à l'unanimité, à savoir qu'un désarmement général et complet sous contrôle international n'apporterait que des bienfaits à l'humanité tout entière.

2. En attendant qu'un programme soigneusement établi concernant l'utilisation pacifique des ressources libérées puisse être mis en œuvre, le monde sera

appelé à traverser une période transitoire qui, si l'on n'y prend garde, ne sera pas sans traumatisme. L'objet du projet de résolution des huit puissances est de faire des recommandations en vue d'éviter, dans la mesure du possible, de tels traumatismes. La disposition essentielle est contenue dans le paragraphe 3 du dispositif, dans lequel il est demandé que les Etats Membres mettent au point les mesures nécessaires propres à permettre les adaptations d'ordre économique et social qui seraient requises dans l'éventualité du désarmement.

3. Les mesures d'adaptations que le Groupe consultatif d'experts a envisagées se répartissent essentiellement en trois catégories, l'action proposée visant, premièrement, à maintenir la demande globale, deuxièmement, à reconvertir la structure des installations produisant actuellement pour la défense nationale et, troisièmement, à éviter que le désarmement ne provoque des fluctuations de la demande de certains produits de base. Pour M. Rajaonarivony, ces trois questions sont liées. Il s'agit, en effet, de trois aspects d'un même problème fondamental, à savoir l'augmentation ou du moins le maintien des recettes d'exportation des produits primaires sur lesquelles repose actuellement le commerce extérieur de la plupart de ces pays.

4. Après avoir expliqué succinctement le mécanisme de chacun des trois types d'action envisagés, M. Rajaonarivony souligne que les adaptations auxquelles le projet de résolution des huit puissances demande de procéder et qui devraient faire dès à présent l'objet d'une planification dans la mesure du possible ne concernent qu'une période transitoire et sont destinées à prévenir des bouleversements, en attendant que puissent être réalisées les premières mesures pour l'utilisation pacifique des ressources libérées par le désarmement. Personne, pense-t-il, ne contestera le caractère dynamique de ces adaptations. Le texte des huit puissances, tout en recommandant l'établissement de plans pour l'avenir, ne néglige pas le présent. Le paragraphe 5 du dispositif affirme qu'en attendant la conclusion d'un accord sur le désarmement général et complet les Etats Membres ne doivent pas relâcher les efforts qu'ils déploient pour aider les pays en voie de développement.

5. M. MONTENEGRO (Nicaragua) dit que le Nicaragua, en tant que petit pays, serait heureux qu'une solution rapide et concrète soit apportée au problème dont la Commission est saisie. Toute l'Amérique latine aspire à un désarmement général et complet. S'il semble prématuré d'étudier les conséquences économiques et sociales du désarmement avant que le désarmement lui-même n'ait été réalisé, la délégation nicaraguayenne fera néanmoins connaître son opinion puisque la question est depuis quelque temps déjà inscrite à l'ordre du jour de la Commission. La course aux armements a pu être dans une certaine mesure justifiée dans le passé. Mais, à l'époque

actuelle, où l'équilibre repose sur l'interdépendance et l'égalité des Etats souverains, il est difficile de comprendre pourquoi les grandes puissances insistent pour amasser des armes. Si elles cherchent à défendre leurs intérêts ou à faire prévaloir leur idéologie par la force, c'est faire preuve d'hypocrisie que de parler de coexistence pacifique ou de démocratie et de souscrire à la Charte des Nations Unies.

6. Les grandes puissances doivent prouver leur sincérité en prenant des mesures concrètes de désarmement qui permettront d'instaurer la paix dans le monde et de consacrer les sommes énormes actuellement réservées aux armements à alléger la misère et à réduire le retard économique. De plus, si le contrôle des armes nucléaires était confié à l'Organisation des Nations Unies, l'autorité morale de cette organisation s'en trouverait considérablement renforcée. La délégation nicaraguayenne appuie le projet de résolution des huit puissances et espère qu'un désarmement général et complet pourra être réalisé dans un délai aussi bref que possible.

7. M. KANO (Nigéria) rappelle que sa délégation a toujours pensé que les débats sur les conséquences économiques et sociales du désarmement sont purement théoriques. Elle entend cependant y prendre part, car il n'y a aucun mal à s'abandonner à rêver d'un avenir merveilleux. Les représentants des Etats-Unis et de l'Union soviétique ont déjà traité des principaux aspects du problème et il reste peu de chose à ajouter à l'étude du Groupe consultatif d'experts. La délégation nigérienne a, avec la délégation pakistanaise, présenté un amendement (A/C.2/L.680) au projet de résolution des huit puissances, à seule fin de donner l'importance qu'il convient à la Décennie des Nations Unies pour le développement. Le projet de déclaration de l'Union soviétique, suivi d'un projet de résolution (A/C.2/L.646) ne semble soulever aucune objection sérieuse et, après plus ample considération, la délégation nigérienne pourrait être en mesure de l'appuyer.

8. M. KIBRIA (Pakistan) s'associe aux remarques du représentant de la Nigéria et souligne que l'amendement qu'ils ont présenté en commun vise à équilibrer le texte du projet de résolution et à mettre ainsi l'accent voulu sur le développement des pays sous-développés. M. Kibria espère que l'amendement recevra un appui unanime.

9. M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine) se félicite de ce que la Deuxième Commission fasse, dans ses débats, une large place aux conséquences économiques et sociales du désarmement. Le désarmement ouvre des perspectives de prospérité pour le monde entier. Tous les pays, qu'ils soient socialistes ou capitalistes, bénéficieront de l'arrêt de la course aux armements. Des sommes plus importantes pourront alors être consacrées au développement économique, notamment dans les pays sous-développés, et un nombre plus important d'experts, libérés de leurs activités militaires, pourront s'employer aux travaux d'assistance technique. Comme l'indique le texte proposé par l'Union soviétique, l'accroissement de la demande de matières premières aura pour effet de faciliter la stabilisation de leurs cours. D'ambitieux projets pourront être menés à bien dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Comme l'a dit le représentant de l'Union soviétique, si l'on consacrait au développement économique le cinquième seulement des ressources qui sont affectées à des

finances militaires, on disposerait immédiatement de 20 milliards de dollars. L'étude du Groupe consultatif d'experts et la proposition soviétique devraient convaincre de leur erreur les représentants qui pensent que le désarmement pourrait provoquer une récession économique.

10. Quelques représentants ont soutenu qu'il était prématuré d'étudier les conséquences économiques et sociales du désarmement. Cela n'est pas exact. Certes, l'entreprise n'est pas aisée, mais la Commission doit veiller à ce que des plans soient dès maintenant établis pour s'attaquer aux problèmes qui se poseront une fois le désarmement réalisé. Cela est de la plus haute importance pour les pays sous-développés. Les propositions contenues dans le document A/C.2/L.646 sont l'aboutissement logique des travaux qui ont été accomplis jusqu'ici. Il ne s'agit pas de théories abstraites mais bien de recommandations détaillées en vue d'une action concrète, qui pourront non seulement orienter les négociations sur le désarmement mais également fournir aux pays sous-développés un guide pour l'élaboration de leurs plans.

11. Dans la déclaration qu'il a faite devant la Commission (795ème séance), le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a appelé l'attention des membres sur le rapport du Groupe consultatif et a signalé que des études de cette nature contribuent à assainir l'atmosphère où des décisions économiques aussi bien que politiques doivent être prises. Même le représentant de la Nigéria, qui estime prématuré tout débat sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, ne s'oppose pas à ce que l'on procède à une étude plus approfondie de la question. Les consultations que, conformément aux recommandations de l'Union soviétique, le Secrétaire général aurait avec les gouvernements des pays en voie de développement, donneraient plus de poids encore à cette étude. M. Kotchoubel demande instamment à la Commission d'adopter le texte de l'Union soviétique qui représente une contribution à la paix comme au progrès.

12. M. TCHEDRE (Togo) déclare que le monde doit choisir entre deux voies: ou procéder à un désarmement général et complet qui garantira la paix, ou poursuivre la course aux armements qui mènera inévitablement à la guerre thermonucléaire et à l'anéantissement de l'humanité. Il faut que la raison l'emporte et que soit abandonnée la politique absurde qui consiste à accumuler des moyens nucléaires de dissuasion. L'esprit de progrès et les réalisations scientifiques de l'humanité montrent que celle-ci peut édifier un avenir meilleur à condition de ne pas laisser la situation s'aggraver irrévocablement.

13. Le désarmement aurait pour effet non seulement d'empêcher un cataclysme mais également de sauver l'économie mondiale. Seul le désarmement peut permettre de sortir de l'impasse où se trouvent à l'heure actuelle les deux plus grandes puissances du monde. Le désir apparemment croissant des protagonistes de négocier en vue du désarmement permet un certain optimisme et toute perspective de désarmement, fût-elle très vague, confère à l'examen de ses conséquences économiques un caractère de nécessité impérieuse.

14. Depuis des temps immémoriaux, l'homme a livré bataille contre les forces de la nature — tremblements de terre, inondations, sécheresse, famine et maladie. Cependant, il a su venir à bout de la plupart des maux qui l'assaillaient. A eux seuls, les progrès

de la médecine ont permis d'éliminer nombre de fléaux du passé. Des résultats beaucoup plus remarquables pourraient être obtenus si, grâce à des efforts conjugués, les immenses ressources libérées par le désarmement pouvaient être affectées au développement pacifique. Dans son projet de déclaration, la délégation de l'URSS a fait valoir qu'en l'espace de 25 ans les Etats tireraient du désarmement 3 000 milliards de dollars. Un dixième de cette somme permettrait à l'humanité de progresser sensiblement dans sa lutte contre les forces destructrices de la nature et l'équivalent du coût de trois bombes atomiques suffirait à résoudre une grande partie des problèmes auxquels le Togo doit faire face et lui permettrait de faire bon usage de ses ressources inexploitées.

15. Les projets soumis à l'examen de la Commission tendent tous deux au désarmement général et complet et M. Tchédre regrette que quelques délégations aient émis des objections à l'égard de certains points précis. Dans l'intérêt d'une amélioration des conditions de vie de l'humanité tout entière, M. Tchédre espère que l'on pourra parvenir à une solution qui fera l'unanimité.

### POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]

c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (A/C.2/L.649/Rev.2 et Add.1, E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1) [suite]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUNE (A/C.2/L.649/REV.2 ET ADD.1) [fin]

16. M. YAKER (Algérie), prenant la parole au nom des auteurs du projet de résolution (A/C.2/L.649/Rev.2 et Add.1), dit que ceux-ci sont parvenus à un accord d'ensemble avec les délégations qui avaient présenté des amendements. Les auteurs ont accepté le deuxième des amendements des Etats-Unis (A/C.2/L.679); le texte proposé devra figurer à la fin du dispositif de la section II, qui se lirait donc comme suit: "... des échanges mondiaux et suggère, à cette fin, que le Comité du développement industriel soit mis au courant des activités des organes internationaux s'occupant du commerce". Cet amendement a été accepté étant bien entendu que l'original du dispositif continuerait à avoir plein effet. Il a été entendu avec les auteurs de l'amendement A/C.2/L.673/Rev.1 que l'alinéa a du paragraphe 1 de la section I serait conçu comme suit:

"a) De l'opportunité qu'il y aurait de traiter des problèmes du développement industriel, des ressources naturelles, de l'énergie et, le cas échéant, des autres secteurs connexes dans le cadre d'une même structure organique".

M. Yakes espère que le projet de résolution ainsi modifié pourra recueillir l'appui de tous les membres de la Commission.

17. M. VIAUD (France) explique que la position de la délégation française s'appuie sur la résolution 873 (XXXIII) du Conseil économique et social qui prévoit la constitution d'un comité consultatif d'experts chargé d'examiner notamment s'il serait opportun de créer une institution spécialisée pour le développement industriel ou s'il faudrait renforcer ou modifier la structure organique existant dans ce domaine. La délégation française continue à penser que la décision

du Conseil est la meilleure. Le Comité consultatif devrait s'attacher à renforcer la structure organique existante plutôt qu'à la modifier.

18. M. EL BANNA (République arabe unie) retire le sous-amendement de sa délégation (A/C.2/L.678) en raison de l'accord intervenu au sujet de l'alinéa a du paragraphe 1 de la section I. Consciente du rôle important de l'industrialisation dans le développement des pays sous-développés, la délégation de la République arabe unie votera en faveur du projet de résolution sous sa forme modifiée. L'industrialisation permettra une répartition plus équitable des richesses et du revenu dans l'ensemble du monde. Vule nombre d'organes qui s'intéressent aux activités industrielles, il est indispensable qu'une coordination s'établisse entre eux. En étudiant les relations entre l'industrialisation et le commerce, le Comité du développement industriel doit respecter le droit souverain qu'ont les nations en voie de développement d'élaborer comme elles l'entendent leurs programmes d'industrialisation; son objectif essentiel doit être d'adapter la structure commerciale du monde aux besoins spéciaux des pays en voie de développement de manière à leur permettre de mener à bien ces programmes.

19. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) remercie les auteurs du projet de résolution d'avoir accepté les amendements présentés par sa délégation. La nouvelle rédaction de l'alinéa a du paragraphe 1 de la section I améliore le texte, et la délégation des Etats-Unis est disposée à voter en faveur du projet de résolution sous sa forme modifiée.

20. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur le projet de résolution (A/C.2/L.649/Rev.2 et Add.1), sous sa forme modifiée.

*A l'unanimité, le projet de résolution, sous sa forme modifiée, est adopté.*

21. M. UNWIN (Royaume-Uni) dit que sa délégation se félicite de la décision prise par la Commission. Elle a voté en faveur du projet de résolution parce qu'il a le mérite de laisser une certaine liberté d'action au Comité consultatif. Lorsque le Conseil économique et social sera saisi des recommandations du Comité consultatif, il lui incombera de décider s'il convient ou non d'adopter des changements d'ordre administratif afin de donner plus d'efficacité aux travaux du Comité du développement industriel.

### POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, A/C.2/L.654, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à 1179, E/SR.1181) [suite]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION DE LA COMMISSION POUR LA SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (A/C.2/L.654) [suite\*]

22. M. EASTMAN (Libéria) se félicite des travaux effectués par la Commission de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles conformément aux termes de la résolution 1314 (XIII) de l'Assemblée générale. Il rappelle la déclaration faite par le représentant du Libéria devant la Commission (804ème séance) lorsqu'il a été question de la nécessité de s'attaquer objectivement au problème de la

\*Reprise des débats de la 842ème séance.

souveraineté sur les ressources naturelles. La nature même de cette question oblige à tenir compte tout à la fois de principes juridiques abstraits et de considérations pratiques.

23. Le Gouvernement libérien croit qu'un Etat ne renonce pas à sa souveraineté s'il décide, pour favoriser son développement, d'autoriser des investissements de capitaux étrangers. Les restrictions à la liberté d'un Etat, qu'elles se fondent sur le droit commun ou sur le droit conventionnel, n'affectent pas sa souveraineté s'il a lui-même accepté ces restrictions et si elles ne le placent pas sous l'autorité juridique d'un autre Etat. Le Libéria a conclu un certain nombre d'accords avec des parties étrangères en vue du développement et de l'exploitation de certaines de ses ressources naturelles et ces accords se sont révélés mutuellement satisfaisants.

24. Les pays en voie de développement doivent adopter une attitude réaliste et reconnaître que leur développement intérieur intéresse nécessairement aussi bien les pays développés qu'eux-mêmes. Les uns et les autres doivent faire en sorte que les droits des deux catégories de pays soient protégés. Ils doivent coopérer honnêtement et équitablement dans leur intérêt mutuel. C'est précisément là l'objectif du projet de résolution à l'étude (A/C.2/L.654) au sujet duquel la délégation libérienne partage pleinement les vues exprimées par le représentant des Philippines à la 842ème séance.

25. Cependant, la délégation libérienne craint que certains Etats souverains ne cherchent à tirer profit des ressources naturelles de territoires non souverains qu'ils administrent dans le cadre du régime de tutelle. Des accords auxquels ces territoires ne sont peut-être pas devenus parties librement ont été conclus en vue de l'exportation de leurs ressources naturelles. Une autre difficulté peut surgir dans le cas de territoires, tels que des îles, qui devront peut-être s'unir à un autre territoire plus vaste pour accéder à l'indépendance et dont les ressources seront peut-être exploitées sans que l'on tienne vraiment compte des désirs de la population autochtone. Cependant, ces cas relèvent des domaines du droit et de la tutelle pour lesquels la Commission n'est pas directement compétente.

26. On peut citer le cas du Territoire sous tutelle de Nauru, qui présente un problème véritablement économique, car la seule ressource naturelle du pays — les phosphates — sera bientôt épuisée. Le Conseil de tutelle a recommandé la réinstallation de la population. Le principe de l'équité n'aura pas été observé, semble-t-il, si, après la complète liquidation de leurs ressources naturelles, les habitants de ce territoire ne peuvent pas investir le produit de la vente des phosphates dans des entreprises viables et doivent donc chercher à s'établir ailleurs. La délégation libérienne espère que les efforts déployés par le Conseil de tutelle pour assurer le bonheur à un peuple exploité seront couronnés de succès et regrette que le mandat de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles n'ait pas été assez large pour lui permettre de déclarer illégale cette façon de disposer des ressources naturelles d'un peuple.

27. Il est peu probable que le projet de résolution puisse être adopté sous sa forme actuelle étant donné le nombre d'amendements qui ont été présentés. Certains de ces amendements sont, cependant, très utiles,

et M. Eastman espère qu'ils pourront, dans un esprit de conciliation, être incorporés dans le projet de résolution, lequel pourrait alors être adopté à l'unanimité. Le troisième des amendements de l'Union soviétique (A/C.2/L.670) est utile, mais les amendements proposés par ce pays au dispositif du projet de résolution changent l'idée fondamentale du texte de la Commission. De même, un grand nombre des amendements du Royaume-Uni (A/C.2/L.669) sont utiles. En particulier, le troisième est entièrement satisfaisant notamment pour les Etats qui souhaitent les investissements de capitaux privés étrangers. La délégation libérienne pourra également appuyer le quatrième amendement et ne voit aucune différence, quant au fond, entre le cinquième amendement et le paragraphe 2 du projet de résolution. Il en est de même pour le sixième amendement, mais M. Eastman préfère le libellé du projet de résolution. En ce qui concerne le septième amendement, c'est une règle reconnue du droit international que les accords librement conclus doivent être fidèlement respectés et il n'est donc pas nécessaire de le mentionner formellement. Le premier des amendements des Etats-Unis (A/C.2/L.668) utilise également ces mots mais contient d'autres clauses que la délégation libérienne ne peut pas appuyer. M. Eastman espère que la délégation du Royaume-Uni n'insistera pas pour conserver ses cinquième, septième, huitième et neuvième amendements. Il ne pourra pas non plus appuyer l'amendement afghan (A/C.2/L.655) qui laisse supposer que l'on peut hésiter parfois à indemniser les intérêts étrangers en cas de nationalisation, ce qui est contraire tant à l'esprit qu'à l'intention du projet initial.

28. M. KANO (Nigéria) fait observer que le titre de la résolution 1314 (XIII) de l'Assemblée générale en vertu de laquelle la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles a été créée, à savoir "Recommandations concernant le respect, sur le plan international, du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes", est significatif et qu'il est de la plus haute importance que la Deuxième Commission n'examine pas la question en dehors de son contexte initial. Ses travaux ayant des incidences politiques considérables, la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles a été constituée de façon à représenter toutes les nuances d'opinions politiques et sociales.

29. Il est peut-être utile aussi de rappeler que les projets de pactes que la Commission des droits de l'homme a mis au point<sup>1/</sup> contiennent des dispositions concernant la souveraineté permanente des nations sur leurs ressources naturelles. Le débat actuel doit donc tendre à établir dans quelle mesure les Etats jouissent de cet élément essentiel de la souveraineté. L'accent placé sur les recommandations dans la résolution 1314 (XIII) de l'Assemblée reconnaît comme il convient la souveraineté des Etats. C'est pourquoi la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles a demandé des renseignements généraux en vue de recommander, le cas échéant, les mesures que les Etats pourraient prendre individuellement ou bilatéralement. Le libellé de la résolution 1314 (XIII) reconnaît aussi implicitement le fait que l'on doit se préoccuper tout d'abord des intérêts des pays sous-développés où se trouvent les ressources.

30. Ainsi, de l'avis de la délégation nigérienne, les arguments concernant la question de savoir si la

<sup>1/</sup> Voir A/C.3/L.978.

souveraineté nationale peut être amoindrie n'ont aucun intérêt pratique pour l'examen de la question actuellement à l'étude. La Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles était chargée de s'intéresser surtout aux régions peu développées et à l'exploitation des ressources naturelles par les nations et entreprises étrangères, en tenant compte des organisations régionales internationales ainsi que des accords bilatéraux et multilatéraux concernant l'exploitation des ressources naturelles. L'intention de la Commission était donc de protéger les intérêts de ces régions en attirant l'attention sur les injustices qu'entraîne la situation particulièrement faible des pays sous-développés lorsqu'ils négocient avec les pays exportateurs de capitaux et, partant, de protéger les intérêts des Etats les plus faibles à l'égard des plus forts. La Commission a pris des décisions équilibrées et constructives. Elle a reconnu très justement aussi bien les obligations que les droits des pays sous-développés.

31. La mise en valeur des ressources naturelles doit être considérée comme une entreprise mixte dans laquelle tant les intérêts des investisseurs, qu'ils soient privés ou publics, que ceux des pays bénéficiaires doivent être convenablement protégés. Le Gouvernement nigérien fonde sa politique sur ce principe tout en sachant que tous les Etats souverains ont un droit de propriété absolu sur leurs ressources naturelles, que le droit de modifier ou d'abolir les accords existants concernant la mise en valeur des ressources naturelles — en d'autres termes, le droit de nationalisation — est inhérent au concept même de souveraineté et, enfin, que l'exercice de ce droit souverain n'est pas contestable s'il ne va pas à l'encontre des principes reconnus d'équité et de conduite internationale. En revanche, le Gouvernement nigérien sait aussi que les capitaux privés constituent une partie importante des fonds dont les pays sous-développés ont besoin et qu'il est nécessaire d'encourager et même d'accélérer le courant de ces capitaux. En conséquence, le Gouvernement nigérien reconnaît aussi le principe qu'une indemnisation suffisante doit être versée en cas de nationalisation, d'expropriation ou de réquisition.

32. Bien que la question dont la Deuxième Commission est saisie soit d'une grande complexité, ainsi qu'en témoigne le nombre des amendements proposés au projet de résolution, la délégation de la Nigéria appuie la suggestion faite par le représentant des Pays-Bas selon laquelle la Commission devrait adopter le projet de résolution sous sa forme actuelle ou en n'y apportant que de légères modifications de style, car ce projet constitue une présentation bien équilibrée d'une question complexe.

33. En ce qui concerne l'opinion du représentant du Ghana qui estime que l'on devrait saisir de cette question la Commission du droit international, M. Kano constate qu'aux termes du dernier paragraphe du projet de résolution, la Commission du droit international examinera cette question de toute façon et communiquera ses conclusions à l'Assemblée générale.

34. Le projet de résolution tient déjà suffisamment compte des points soulevés dans les amendements présentés par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. L'amendement proposé par les Etats-Unis insiste exagérément sur "les accords librement conclus"; il est de fait que la plupart des accords de ce genre ressemblent à des accords conclus entre le lion et le lapin; or, il est universellement admis que l'on

doit considérer sans valeur les accords conclus sous la contrainte, ce que reconnaît le deuxième amendement de l'Union soviétique. M. Kano espère que les représentants des Etats-Unis, de l'Union soviétique et du Royaume-Uni suivront l'exemple du représentant de l'Afghanistan et retireront leurs amendements.

*M. Allana (Pakistan), vice-président, prend la présidence.*

35. M. NAHAPPAN (Fédération de Malaisie) est disposé à appuyer le projet de résolution sous sa forme actuelle parce qu'il énonce clairement l'ensemble des conclusions essentielles de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. La modération et la sobriété de ce projet devraient lui permettre de recueillir un appui unanime. Une bonne partie du débat a porté sur le paragraphe 4 du projet de résolution, qui traite de la nationalisation, mais, tout en appréciant les bonnes intentions des délégations qui voudraient donner plus de force à ce paragraphe, la délégation malaise estime qu'elles n'ont pas réussi à convaincre pleinement du bien-fondé de leurs amendements car le paragraphe initial est clair et ses dispositions conformes aux principes de l'indemnisation et de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Ce qui importe davantage, cependant, c'est l'attitude qui sera adoptée, car les effets du projet de résolution dépendront en dernière analyse de la confiance réciproque, du sens de l'équité et de la volonté de respecter les accords.

36. La Fédération de Malaisie a inscrit le principe de l'indemnisation à l'article 30 de sa constitution et ne fait aucune distinction entre les biens appartenant à ses ressortissants et ceux qui appartiennent à des étrangers. Des dispositions législatives et administratives ont en outre été prises en vue d'assurer à tous les investisseurs un traitement juste et équitable et des accords bilatéraux ont été conclus en vue de procurer une assurance supplémentaire contre les risques encourus dans certains cas. Grâce à cette politique, d'importants capitaux étrangers se sont investis dans le pays en peu de temps. Le Gouvernement malais entend faire tout son possible pour maintenir ce climat propice aux investissements.

37. Le projet de résolution présenté par la Commission est, dans ses grandes lignes, conforme à la politique du Gouvernement malais et, étant donné que ce projet influera de façon certaine sur le climat actuel et futur des investissements, il serait peut-être bon de faire preuve au départ de la meilleure volonté possible en l'adoptant à l'unanimité.

38. Selon M. FERNANDINI (Pérou), le projet de résolution est l'un des plus importants dont la Commission ait jamais été saisie et il l'appuie sans réserve. Ce projet a surtout pour mérite de tenir compte de la situation des pays exportateurs de capitaux et de celle des pays qui défendent leur droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles. Il est essentiel pour les pays en voie de développement que leurs droits soient reconnus; ce qui compte pour les pays exportateurs de capitaux, c'est que leurs investissements soient respectés et qu'on leur fournisse l'assurance qu'une juste indemnisation leur sera versée en cas de nationalisation.

39. Vu les besoins en capitaux des pays en voie de développement, les investissements étrangers seront encouragés, bien qu'il faille veiller à ce qu'ils n'empiètent pas sur la souveraineté des Etats. Ainsi, au Pérou, les investisseurs étrangers bénéficient

des mêmes droits que les investisseurs locaux. Le droit à l'indemnisation est une simple question de justice. L'Etat doit exercer son droit de souveraineté conformément au droit international. La possibilité de trancher un litige au moyen d'un arbitrage volontaire ou d'un règlement judiciaire international ne signifie nullement qu'il y aurait juridiction obligatoire, car la juridiction forcée est incompatible avec le droit de souveraineté de l'Etat.

40. L'amendement afghan n'ajoute rien aux dispositions du projet de résolution qui ont trait à l'indemnisation. M. Fernandini se félicite donc de ce que le représentant de l'Afghanistan se soit montré disposé à retirer cet amendement, car les pays en voie de développement ont intérêt à ce que le projet de résolution recueille les votes affirmatifs des pays exportateurs de capitaux et constitue ainsi la reconnaissance de leur droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles. M. Fernandini demande donc instamment aux pays en voie de développement de ne pas compromettre un texte qui a été rédigé avec beaucoup de soin.

41. Les amendements de l'Union soviétique détruiraient l'équilibre réalisé dans le projet car ils représentent uniquement le point de vue des pays qui possèdent des matières premières. Si la Commission les acceptait, le projet se heurterait à l'opposition des pays industriels. Comme il est évident que les capitaux étrangers favorisent le développement économique, M. Fernandini espère que l'Union soviétique aidera les pays en voie de développement en retirant ses amendements.

42. Les amendements des Etats-Unis ne modifient pas l'esprit du projet de résolution. La seconde phrase du premier amendement laisse toutefois entendre que les Etats pourraient ne pas respecter fidèlement les accords qu'ils auraient librement conclus, et l'on ne peut donc l'accepter. De toute façon, les accords qui n'ont pas été conclus librement sont nuls et nonavenus au regard du droit international. La dernière

phrase du même amendement laisse entendre qu'une juridiction internationale pourrait intervenir dès le moment où l'investissement aurait lieu. On pourrait toutefois accepter cette phrase, à condition de la mettre au présent. Le troisième amendement exprime lui aussi des doutes injustifiés. M. Fernandini exprime donc l'espoir que le représentant des Etats-Unis retirera ses amendements et appuiera le texte de compromis.

43. Les amendements du Royaume-Uni n'apportent en gros rien d'essentiel et ils pourraient détruire l'équilibre qui a été réalisé dans le projet initial. Les principes de ce projet ne sont mis en cause que par le septième amendement, qui admet lui aussi la possibilité d'accords conclus autrement que de plein gré, lesquels seraient de toute manière nuls et nonavenus. Le cinquième amendement a un caractère technique et améliore le texte, tout au moins dans la version espagnole. Comme les quatrième, cinquième et neuvième amendements ne modifieront pas l'objet du projet de résolution s'ils sont adoptés, ils n'empêcheront pas la délégation péruvienne de voter en faveur de l'ensemble du projet de résolution. Le neuvième amendement est analogue au premier amendement des Etats-Unis, mais la délégation péruvienne maintient sa préférence pour le texte initial du paragraphe 4 du dispositif.

44. Certains représentants ont demandé que l'on renvoie la question à la Commission du droit international, mais c'est là un point dont traite déjà le dernier paragraphe du dispositif. A cet égard, M. Fernandini approuve les observations du représentant des Philippines.

45. Fait assez rare, les amendements expriment les points de vue extrêmes, et le projet initial un juste milieu. La délégation péruvienne votera pour le projet de résolution qu'elle estime être un heureux alliage d'idéaux et d'intérêts.

La séance est levée à 13 h 5.